

Événement

En Pologne, les migrants pris au piège de la frontière

François d'Alançon



Des centaines de migrants errent dans la forêt, coincés entre les gardes-frontières polonais et biélorusses. Des volontaires polonais s'activent pour venir en aide aux réfugiés en bordure de la zone interdite. Le gouvernement polonais continue à refuser l'accès des associations caritatives et des médias, au nom de l'état d'urgence mis en place début septembre.

Narewka, Hajnowka et Michalowo (Pologne) De notre envoyé spécial

C'est un bivouac abandonné dans un bosquet, en bordure d'une route forestière, à 2,5km de Narewka. Les objets d'une aventure qui a frôlé la tragédie, dispersés au milieu des arbres : un sac à dos, des couches, une paire de bottes, un sac de couchage, quelques bouteilles d'eau. Ce qui reste quand un groupe de migrants, récupéré par des passeurs à l'aide d'un « pin » de géolocalisation, s'entasse dans un véhicule et file vers l'Allemagne.

C'est ici que sont arrivés, mercredi 27 octobre, après plusieurs jours d'errance dans la forêt, Ashti Naif Lateef, 32ans, sa femme Jiwan, 27ans, et leurs deux enfants, Siraj, 3ans, et Zheela, 11mois.

Ces Irakiens, originaires de Dohouk au Kurdistan, ont emprunté la filière ouverte, depuis le début de l'été, par le président biélorusse Alexandre Loukachenko.

Ce périple de trois semaines, via Istanbul en Turquie, Minsk en Biélorussie et la frontière polonaise, leur a coûté près de 10000dollars (8626€) par adulte, selon un membre de la famille resté en Irak. Secourus par des militants polonais du réseau Grupa Granica (Groupe frontière), Ashti et Jivan ont choisi de déposer une demande d'asile en Pologne, signé une procuration pour les représenter légalement destinée à Zofia Mencwel, une volontaire de 24ans, avant d'être embarqués par les gardes-frontières dans leur poste de Narewka.

En attendant que le « bureau des étrangers » statue sur leur sort, leur attente se prolongeait toujours, mercredi 3 novembre, dans la hantise d'un « *pushback* », un refoulement à la frontière, illégal au regard du droit international, mais autorisé par une loi votée le 14 octobre par le Parlement polonais.

Narewka, 3 600 habitants, vit en bordure d'une zone de non-droit depuis la mise en place, début septembre, de l'état d'urgence. Ce territoire, interdit d'accès aux ONG et aux médias, englobe 183 localités et des dizaines de milliers d'habitants, sur plus de 400 km de longueur et plusieurs kilomètres de largeur le long de la frontière avec la Biélorussie. Cette terre de confins, réputée pour son agrotourisme, entre forêt, marais et prairie, s'est transformée en zone militaire. Plus de 1400 soldats y sont déployés en renfort des gardes-frontières encagoulés qui font la chasse aux migrants. À l'intérieur et à l'extérieur de la zone, la police a mis en place des contrôles sur les routes.

« C'est une situation très étrange qui divise les gens, affirme Marcin Siekierko, directeur du centre culturel de Narewka. Certains aident les migrants et apportent des dons aux points de collecte. D'autres pensent que les migrants ont de l'argent et qu'ils ne méritent pas la sympathie. Et puis, il y a ceux qui s'inquiètent pour la sécurité des personnes âgées et des enfants, sans compter les propriétaires d'hôtels et de chambres d'hôte qui se plaignent de perdre de l'argent. »

Au milieu de la journée, la bourgade semble déserte, presque silencieuse. Les habitants vaquent à leurs occupations ou s'enferment chez eux à l'abri des murs. Calme trompeur ? « *Chaque jour, des voitures ramassent les nouveaux arrivants et les transportent vers l'ouest* », ajoute Marcin Siekierko. Des « chauffeurs de taxi » turcs, géorgiens, tchéchènes ou ukrainiens, des « guides » locaux, attirés par un trafic lucratif – jusqu'à 3000€ pour l'Allemagne –, dans une région où la contrebande d'alcool, de cigarettes et de drogue sévit depuis longtemps. Ambiance. Eugeniusz, propriétaire de l'hôtel Dwor Bartnika, déserté par les touristes, se demande où sont passés ses deux clients géorgiens arrivés la veille et partis en emportant leurs clés au milieu de la nuit. Son voisin agriculteur n'a toujours pas récolté son maïs, de peur de trouver des cadavres de migrants au milieu du champ.

À l'église Saint-Nicolas, lieu de rassemblement de la communauté orthodoxe, le pope Aleksander Surel reste invisible. Adam Turlinski, curé de l'église catholique Saint-Jean-Baptiste, renvoie les

journalistes de passage au porte-parole de la conférence épiscopale. « *Les habitants cherchent à aider mais ils ont peur*, soutient le père Jerzy Seczek, directeur de la Caritas pour le diocèse de Bialystok. *Nous devons aider les uns, sans faire de tort aux autres, aider les migrants mais aussi les gardes-frontières et les soldats qui ont subi des agressions.* » L'Église catholique compte huit paroisses dans la zone d'urgence, toujours interdite aux organisations d'aide aux migrants, en dépit d'une médiation de Wojciech Polak, archevêque de Gniezno et primat de Pologne.

À Hajnowka, la ville voisine, l'hôpital du district accueille un nombre croissant de migrants atteints de déshydratation et d'hypothermie. « *Quand ils sont rétablis, nous sommes tenus d'en informer les gardes-frontières qui les emmènent*, explique le docteur Tomasz Musiuk, médecin-chef adjoint. *Nous ne savons pas ce qui leur arrive ensuite, transfert vers un centre de réfugiés ou refoulement à la frontière.* »

Pour les volontaires de Grupa Granica, tout commence souvent par un point de géolocalisation sur Google Maps, envoyé par un groupe qui a traversé la frontière et a besoin d'aide. Commence alors une course contre la montre pour les atteindre avant que les gardes-frontières ne viennent les attraper. « *Se retrouver à 2 heures du matin dans la forêt pour répondre à l'appel de migrants alors que tout le système cherche à nous en empêcher donne un fort sentiment d'absurdité* », lâche Anna Blumsztajn, 44 ans, professeure de sciences sociales à Varsovie, venue s'engager une semaine sur le terrain. « *Cela devient de plus en plus dur de leur venir en aide. Non pas par manque de moyens – l'abondance des dons reflète un profond élan de solidarité –, mais nous avons de plus en plus de mal à accéder aux réfugiés. Et quand nous y parvenons, nous risquons de leur porter préjudice. Les gardes-frontières peuvent arriver et les renvoyer en Biélorussie.* »

Dans la zone interdite aux non-résidents, le long de la frontière, les habitants ont le sentiment de vivre dans une zone de guerre, survolée par des avions militaires, des drones et des hélicoptères. Comme une plongée dans un passé tragique et sulfureux, marqué par la double occupation soviétique et nazie. « *Ce qui se passe maintenant, c'est comme vivre à l'ombre du ghetto* », raconte Marta Anna Kurzyniec, une résidente du village de Krynki, venue témoigner dans un café à Walily-*Stacja*. « *On s'endort dans un lit propre en sachant qu'à côté il y a des gens qui ont faim et froid et vont peut-être mourir* », ajoute la jeune bouquiniste, revenue s'installer dans le village de son grand-père il y a onze ans. « *C'est difficile de vivre avec la pensée que ces gens sont là et qu'on ne peut pas les secourir.* »

Krynki, comme Narewka et les autres villes de Podlachie, comptait une importante communauté juive avant la Seconde Guerre mondiale. Pendant l'occupation nazie, un grand nombre de juifs cachés dans les forêts moururent d'hypothermie et d'épuisement. « *Tout le monde a un grand-père qui s'est approprié un bien laissé par un juif, qui a dénoncé, ou au contraire aidé un juif, mais personne n'en parle* », souligne Andrzej Leder, professeur à l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences de Pologne. « *Le mal dont on se souvient ici, c'est, dans une large mesure, la terreur des "Rousski".* »

Dans un article publié en septembre sur le site de la revue *Krytyka Polityczna*, après une enquête

dans la région, les sociologues Przemyslaw Sadura et Sylwia Urbanska décrivent le narratif islamophobe dominant chez les catholiques sympathisants du parti Droit et justice (PiS) au pouvoir, dont certains sont revenus vivre dans leurs villages après une expérience de l'immigration au contact des communautés musulmanes de l'Europe de l'Ouest. « *Pour eux, les réfugiés constituent une menace politique, économique et culturelle* », décryptent les auteurs. Une peur amplifiée par « *les hommes en uniforme qui recommandent aux habitants de fermer plus étroitement leurs portes, de ne laisser entrer personne et d'appeler toute de suite les gardes-frontières* ».

Pourquoi aider quand le reste du pays continue à boire du café dans les Starbucks et à plébisciter le dernier *James Bond* dans les salles de cinéma ? « *Parce que cela arrive dans mon pays, à ma porte, sur mon trajet quand je vais faire mes courses* », répond sur sa page Facebook l'écrivain Miroslaw Miniszewski, installé à Szudzialowo, un village situé tout près de la frontière, dans la « *zone de peur* ». « *J'en veux à l'État polonais de tester mon humanité. Je suis censé détourner les yeux de la mort et de la souffrance, sous prétexte que cela nuit à la sécurité de l'État polonais. Il y a une différence entre protéger la frontière et envoyer des gens dans un piège mortel en les refoulant vers l'État voyou biélorusse.* »

Le Parlement polonais a donné son feu vert à la construction d'un mur le long de la frontière, un projet estimé à 353 millions d'euros. L'état d'urgence, prolongé en octobre de deux mois supplémentaires, en dépit des violations du droit international dénoncées, devrait prendre fin le 2 décembre mais personne n'y croit. Jusque-là, la crise migratoire a permis au gouvernement polonais de remobiliser l'électorat nationaliste. Selon le quotidien *Gazeta Wyborcza*, sept des dix migrants officiellement décédés au passage de la frontière ont été retrouvés morts du côté polonais.

« *Le mur va coûter très cher et ne résoudra rien* », tacle Konrad Sikora, 44 ans, maire adjoint de Michalowo, la seule municipalité à avoir organisé un point de collecte d'aide, récemment rejointe par Grodek et Sokolka. « *L'hiver arrive, je n'ai pas envie de marcher sur des cadavres au printemps prochain* », insiste cet ancien journaliste, debout au milieu des colis de chaussures, de vêtements, de nourriture et de produits d'hygiène. « *Personne ne mérite de mourir dans la forêt.* »



Une famille de demandeurs d'asile kurdes d'Irak est secourue par des militants en Podlachie (Pologne), après leur traversée de la frontière biélorusse, le 1^{er} octobre. - Maciek Nabrdalik/The NYT/Redux/REA



Des Polonais membres d'un groupe d'aide aux réfugiés attendent le signal d'une famille pour leur venir en aide près de la frontière avec la Biélorussie. - Maciek Nabrdalik/The New York Times/Redux/Rea



Des affaires éparées laissées derrière eux par des migrants après leur périple dans la forêt, vers Kuznica. - Maciek Nabrdalik/The NYT/Redux/REA

Une filière biélorusse très organisée

D'après l'Union européenne et plusieurs enquêtes indépendantes, la Biélorussie a mis sur pied depuis le printemps une filière d'émigration à partir de son territoire vers l'UE. Sur les réseaux sociaux de plusieurs pays du Moyen-Orient, Irak et Syrie en tête, des messages promettent un voyage aisé vers la Biélorussie, visa, assurance et hôtel compris. Des agences de voyage proches de l'État biélorusse fournissent les indispensables invitations et délivrent les visas, parfois à des groupes entiers. L'UE est parvenue en août à convaincre la compagnie aérienne Iraqi Airways de suspendre ses vols vers Minsk, mais d'autres ont pris le relais depuis Damas, Istanbul ou Dubaï. Arrivés en Biélorussie, les candidats au départ sont ensuite conduits vers la frontière avec, d'après des témoignages de migrants, l'aide de gardes-frontières biélorusses.

repères

L'Allemagne, destination privilégiée par les migrants

Des milliers de migrants, la plupart originaires du Moyen-Orient et d'Afrique, ont franchi ou tenté de franchir au cours des derniers mois la frontière de la Biélorussie pour entrer en Lituanie, en Pologne ou en Lettonie.

Le Parlement polonais a légalisé à la mi-octobre la pratique controversée du refoulement,

permettant d'ignorer une demande d'asile formulée après le passage illégal de la frontière. Il a validé, vendredi 29 octobre, le projet de construction d'un mur à la frontière avec la Biélorussie.

Beaucoup de migrants achèvent leur périple en Allemagne. La police fédérale allemande a intercepté 5 285 personnes entrées illégalement en octobre, via la frontière germano-polonaise, en provenance de Biélorussie, contre 1 914 au mois de septembre. La plupart sont originaires d'Irak et du Yémen et, à un degré moindre, de Syrie et d'Iran.

L'Union européenne accuse la Biélorussie d'instrumentaliser les migrants en représailles aux sanctions économiques infligées par l'UE à son régime.